

Les synthèses de l'Auran

# Un an de crise sanitaire, quels effets sur l'économie locale en 2020 ?

## BAROMÈTRE DE CONJONCTURE EMPLOI DE LA MÉTROPOLE NANTAISE



C'est une année 2020 qui restera dans les mémoires, marquée par l'épidémie de la Covid-19 et les mesures prises par l'État français pour endiguer les effets sanitaires et économiques. Entre distanciation sociale, fermetures administratives, secteurs entiers de l'économie au ralenti, effondrement des recrutements et décalage des projets d'investissement, adaptation et digitalisation des entreprises, enseignement à distance, système de santé sous pression, la situation sanitaire marque assurément une rupture brutale avec nos habitudes et accélère certaines tendances transformatrices à l'œuvre depuis des années. Si l'effet du premier confinement sur l'économie a été brutal au printemps dernier, avec une chute vertigineuse du PIB français de - 19 %, les suivants n'ont heureusement pas eu la même portée.

Au second semestre, PIB et emploi diminuent modérément avec le deuxième confinement et les aides s'en trouvent prolongées, reléguant à 2021 les risques de faillites en cascade. Cette résistance témoigne aussi des effets d'apprentissage des entreprises en matière de gestion de la distanciation et de distribution multicanal. Dans le BTP, l'industrie (hors aéronautique et automobile) et le numérique, l'activité du second semestre et du début d'année 2021 a été malgré tout assez dense. En revanche, le commerce, et surtout les activités liées au tourisme, à la culture et au divertissement sont fortement impactés, malgré les aides de l'État. Côté marché du travail, les personnes occupant des emplois précaires (intérim et CDD), bon nombre d'indépendants, les étudiants et, plus largement, les personnes qui connaissaient déjà des fragilités avant le choc, payent fortement les effets de la crise et basculent dans la pauvreté. Néanmoins, l'avancée de la campagne vaccinale sur le premier semestre 2021 et le déconfinement pré-estival 2021 donne des perspectives encourageantes pour les entreprises locales. Avec l'arrêt progressif des aides de l'État, les effets au long court sur l'économie devraient apparaître au second semestre 2021. Ces évolutions seront à analyser avec attention dans la durée.

## Chiffres clés SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE

-8,3 %

de PIB en France en 2020



-1,8 %

d'emplois salariés privés

au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019), soit -5 200 emplois



-42 %  
procédures collectives

cumulées en 2020 (par rapport à 2019) au Tribunal de commerce de Nantes



-22 %  
d'emplois intérimaires

au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019), soit -3 800 emplois

-31 % de recrutements

cumulés en 2020 (par rapport à 2019)

37 810  
demandeurs d'emplois

en fin de mois (DEFM) de catégorie A enregistrés à Pôle emploi, en hausse de 11 % (+8,7 % en France) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019)

3 200  
ménages

de plus allocataires du RSA en 2020 (par rapport à 2019) en Loire-Atlantique



# 2020, année pandémique...

STOP  
COVID-19

Recul sans précédent du PIB de 8,3 % en 2020

Fin 2019 et début 2020, l'épidémie de la Covid-19 se propage de façon rapide et simultanée dans le monde, ce qui conduit de nombreux pays à prendre des mesures, plus ou moins radicales, pour éviter sa propagation. Ainsi, est décrété en France à la mi-mars 2020 l'état d'urgence sanitaire qui conduit à un premier confinement de la population et à un arrêt brutal de l'activité de nombreux secteurs. Depuis le 17 mars 2020, vies quotidiennes et professionnelles sont encore perturbées par la crise sanitaire, qui occasionne en France un recul historique du produit intérieur brut (PIB) de 8,3 % sur l'année 2020.



**Le confinement #1 du printemps (de 2 mois) occasionne la plus vertigineuse chute d'activité qu'a connu la France : près de -19 % du PIB au premier semestre. Un rebond tout aussi inédit de +17 % s'en suit au dé-confinement avec une reprise assez soutenue de l'activité estivale au 3<sup>ème</sup> trimestre** dans la plupart des entreprises, hormis celles concernées par les mesures de distanciation sociale. Cette reprise permet un regain de confiance des entreprises, accompagnée de mesures directes de soutien économique pour la crise et de premières annonces de plan de relance par l'État.

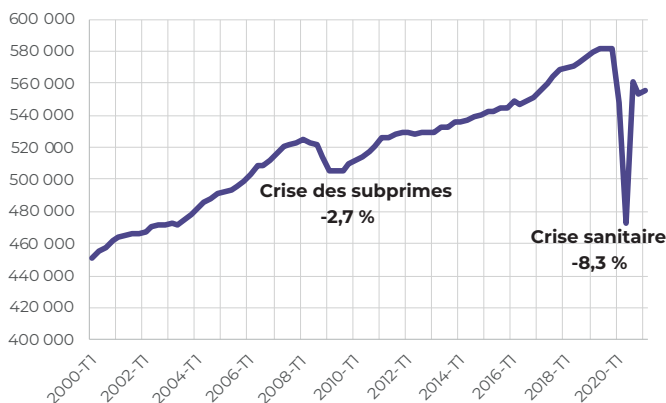
Le dernier trimestre est teinté de mesures renforcées locales en France et de couvre-feu national. Un deuxième confinement général est décrété le 30 octobre, avec à nouveau fermeture des établissements jugés non-essentiels. Contrairement au printemps, crèches, écoles, collèges et lycées restent ouverts. Les entreprises et administrations sont aussi plus agiles, fortes de leur 1<sup>ère</sup> expérience du printemps : protocoles sanitaires en place et dispositifs de protections disponibles, équipements de télétravail déjà déployés, développement du e-commerce... **Ce second confinement moins contraignant, plus court et mieux préparé occasionne donc une**

**perte d'activité nettement plus limitée, de l'ordre de - 5 % par rapport au troisième trimestre 2020.** Un desserrement des mesures à la mi-décembre permet à de nombreux commerçants d'assurer leurs chiffres d'affaires des fêtes de fin d'année, malgré le maintien d'un couvre-feu national.

**Au global sur l'année 2020, le PIB français recule de -8,3 %, soit la plus forte baisse depuis la Seconde guerre mondiale, dans un contexte de ralentissement mondial de l'économie. Le commerce international et les approvisionnements en matières premières et biens intermédiaires sont fortement perturbés du fait des effets d'interdépendances sectorielles et géographiques. Ces phénomènes auront, on le verra, des effets durables.**

Ces chocs d'activité sont plus importants en Europe qu'ailleurs dans le monde, du fait notamment des mesures sanitaires plus contraignantes, mais aussi assorties de mesures de soutien. Contrairement à la crise de 2008, l'Europe fait le pari d'une relance budgétaire coordonnée, afin de maintenir les deux principaux moteurs de croissance du PIB, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Elle compte sur les effets multiplicateurs pour relancer la croissance en 2021 et 2022.

Évolution du PIB en France depuis 2000 en millions d'euros



Source : Insee - Volume aux prix de l'année précédente chaînés, série CVS-CJO, traitement Auran

## Évolution du PIB en 2020

Monde : -3,5 %  
Zone Euro : -6,8 %  
France : -8,3 %

Sources : FMI, Banque de France, Insee



## Entre activité partielle généralisée et recul de l'emploi flexible, l'économie locale n'échappe pas au choc

Localement, la CCI de Nantes Saint-Nazaire estime dans son enquête de conjoncture de janvier 2021 un recul annuel des chiffres d'affaires de - 10 % en Loire-Atlantique, et de - 8 % sur la métropole nantaise.

**La crise de l'aéronautique fragilise particulièrement le département, et plus fortement le bassin nazairien, qui fait partie des 30 zones d'emploi les plus touchées par la crise de 2020 selon France Stratégie. Pour autant, comme en 2008, le socle diversifié d'activités, l'attractivité et la qualité de vie reconnue du territoire, ainsi que la force des réseaux présents sont assurément des atouts de résilience.**

En France, le confinement #1 et la perturbation voire l'arrêt des activités qualifiées comme « non essentielles » s'accompagnent d'une généralisation du dispositif d'activité partielle, afin de sécuriser la main d'œuvre dans les entreprises impactées, préserver leurs capacités de redémarrage, les compétences et prévenir le chômage de masse. Au plus fort de la crise en avril 2020, ce sont 8 390 000 salariés qui ont été couverts par le dispositif en France, alors qu'ils n'étaient en moyenne que 38 000 par mois depuis 2015. **En Loire-Atlantique, 234 350 salariés ont été couverts par le dispositif en avril. En décembre, ils sont 42 600 salariés à être encore concernés (65 200 en novembre lors du confinement #2).**



L'année 2021 s'engage sur la même trajectoire que le dernier trimestre, teinté de couvre-feu, restriction de déplacements les week-end et 3<sup>ème</sup> confinement en avril avec fermeture des établissements scolaires pendant 3 semaines. Pour autant, l'activité reste soutenue dans les secteurs moins directement impactés par les mesures administratives et l'avancée de la campagne vaccinale sur le 1<sup>er</sup> semestre laisse entrevoir des perspectives encourageantes.

### L'activité partielle en Loire-Atlantique

**234 350**

salariés en activité partielle en avril 2020

**50,3 %**

des salariés du département indemnisés

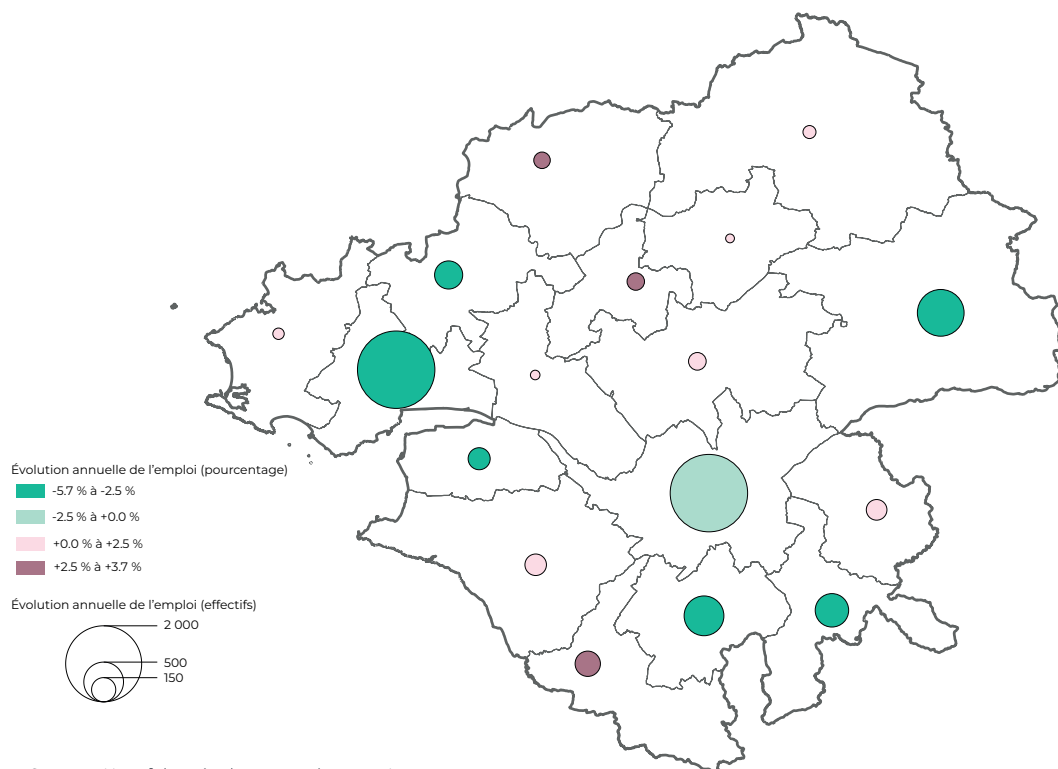
Sources : Données DGEFP et Urssaf, DREETS Pays de la Loire

Pour autant, l'effet du choc sur l'emploi se fait tout de même ressentir : -2,7 % (ce qui représente près de -500 000 postes soit l'équivalent de près de 2 années de créations d'emplois) sont enregistrés au deuxième trimestre en France par rapport à 2019. Après le rebond estival du déconfinement et malgré le ralentissement d'activité (plus mesuré) en fin d'année, l'emploi enregistre au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 un recul de 1,7 % au niveau national, soit près de -350 000 postes.

**Cette tendance est partagée localement, mais néanmoins très contrastée selon les territoires. Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, la Loire-Atlantique accuse un repli de -1,7 % et la zone d'emploi de Nantes -1,4 % soit 5 500 emplois de moins.** Dans le département, les bassins de Saint-Nazaire (-4,5 %) et d'Ancenis (-4 %) fortement industrialisés, sont les plus impactés au nord de la Loire. Au sud de la Loire, Grand-lieu (-5,7 %) et Clisson (-2,7 %) connaissent aussi de plus fortes pertes d'effectifs. Dans les autres territoires, l'emploi progresse (faiblement).



## Évolution annuelle de l'emploi salarié privé par intercommunalité en Loire-Atlantique au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020



L'emploi salarié dans la métropole nantaise diminue de -1,8 % (soit - 5 200 emplois) au dernier trimestre 2020. Suivant la tendance nationale, ces pertes concernent de l'emploi très flexible. Les contrats intérimaires, CDD de courte durée, contrats saisonniers non renouvelés constituent la première variable d'ajustement pour les entreprises et ne sont donc pas couverts par les mesures d'activité partielle. Malgré une reprise de l'activité sur le second semestre, **l'emploi dans l'intérim**

**plonge de 22 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2019. L'hôtellerie et la restauration sont aussi fortement impactées (-9,2 %).** En revanche, les pertes sont limitées dans l'industrie (-0,3 %), car hors intérim, ce secteur embauche davantage en contrats longs, protégés par le chômage partiel. Les effectifs dans le commerce sont également peu impactés (-0,4 %), portés par le déconfinement pour les fêtes de fin d'année.

### Emplois salariés privés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020

	Loire-Atlantique		Nantes Métropole	
	Effectifs	Évol. annuelle	Effectifs	Évol. annuelle
<b>TOTAL</b>	<b>455 005</b>	<b>-1,7 %</b>	<b>286 265</b>	<b>-1,8 %</b>
0 à 19 salariés	137 266	-0,1 %	76 392	-0,4 %
20 à 249 salariés	219 735	-2,9 %	139 758	-4,0 %
250 salariés et plus	98 004	-1,2 %	70 115	1,3 %
Industrie	74 995	-0,7 %	29 912	-0,3 %
BTP	37 658	1,5 %	18 574	0,2 %
Commerce	69 764	0,4 %	40 631	-0,4 %
Hôtellerie, Café, Restauration	19 092	-8,4 %	11 646	-9,2 %
Autres services	231 792	-0,1 %	171 820	0,0 %
Intérim	21 704	-22,4 %	13 682	-22,0 %

Sources : Urssaf données brutes 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 - traitement Auran

## Effondrement des recrutements en 2020



L'année est également marquée par l'effondrement des recrutements en France (-27 % de déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'Urssaf et la MSA). **Dans la métropole nantaise, ce repli est même un peu plus grand encore : -31 % sur un an, soit 288 337 recrutements cumulés en 2020.**

Cette baisse touche tous les secteurs d'activité, mais dans la métropole nantaise, le BTP est plus fortement impacté (-15,5 %) qu'au niveau national (-8 %), de façon concomitante aux évolutions des effectifs. Les services sont aussi fortement affectés (-33 % à Nantes Métropole vs -30 % au national), car ils recrutent surtout sur de très courtes missions, très flexibles. Facilement ajustables, les contrats très courts de moins d'un mois (2/3 des recrutements) ont en effet reculé de 37 % sur l'année. L'instabilité de l'année 2020 a aussi plombé les CDI (-21 %). Les CDD plus longs en revanche ont connu des baisses plus modérées, sur un volume de contrat toutefois moins élevé.

Ces tendances se poursuivent sur le premier trimestre 2021, malgré une confiance des entreprises qui s'était maintenue en début d'année en dépit du troisième confinement.



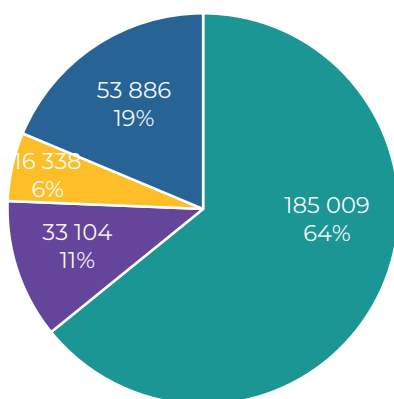
Dans son enquête annuelle « Besoins en main d'œuvre » réalisée fin 2020, Pôle emploi indique qu'une entreprise sur trois en Loire-Atlantique compte recruter en 2021. **Au total, 76 000 projets sont recensés, en baisse de 7 % par rapport à 2020.**

Le bassin d'emploi de Nantes y concentre 60 % des projets. Les aides-soignants, conducteurs de transport en commun sur route et les infirmiers sont les métiers les plus tendus avec plus de 80 % de recrutements jugés difficiles. Le département se distingue du reste des Pays de la Loire par des difficultés à recruter des conducteurs de transports en commun, d'ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment et d'ingénieurs et cadres en informatique. 12 % des entreprises artisanales du bâtiment qui voulaient recruter en 2020 n'ont pas réussi à pourvoir les postes, selon la CAPEB de Loire-Atlantique (syndicat patronal de l'artisanat du bâtiment).

Dans l'industrie matériaux, les projets de recrutement sont également en baisse en 2020 par rapport aux années précédentes selon l'ORCI (Observatoire Régional des Compétences Industrielles). **Les métiers les plus en tension sur la métropole nantaise concernent la maintenance, l'usinage et les ingénieurs (méthode, production, organisation).**

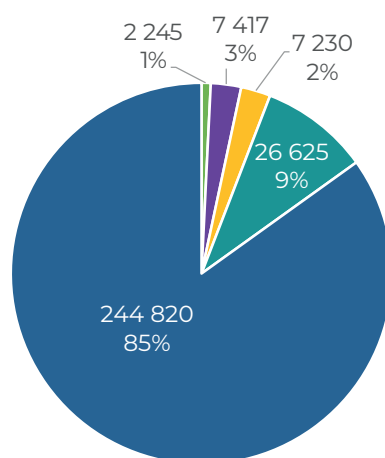
### Recrutements réalisés en 2020 sur Nantes Métropole

Répartition par types de contrats



- CDD - Moins d'un mois (-37 % par rapport à 2019)
- CDD - Entre 1 et 6 mois (-16 %)
- CDD - Plus de 6 mois (-10 %)
- CDI (-21 %)

Répartition par secteurs d'activité



- Agriculture (-15 % par rapport à 2019)
- Industrie (-16 %)
- Construction (-15 %)
- Commerce (-18 %)
- Services (-33 %)

# Un bilan et des perspectives inégales selon les secteurs

INDUSTRIE : un socle solide, mais l'aéronautique dans la tempête



Selon la Banque de France, les chiffres d'affaires dans l'industrie ont diminué de -8,8 % en 2020 en Pays de la Loire. Dans la région nantaise, l'emploi salarié privé dans l'industrie manufacturière a mieux résisté (-0,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020) que dans l'ensemble des Pays de la Loire (-1,4 %) ou en France (-2,1 %). La Métropole représente 40 % des emplois dans l'industrie de la Loire-Atlantique et se démarque par une moindre spécialisation que d'autres bassins d'emploi. **Tous les secteurs de l'industrie y sont représentés, avec une composante un peu plus marquée sur l'agroalimentaire et l'énergie, l'eau et la dépollution, qui sont les activités ayant mieux performé malgré la crise sanitaire.**

En effet, selon la Banque de France, tous les secteurs sont impactés en Pays de la Loire mais le recul est plus net pour les industries du transport (-18 % de chiffres d'affaires) et **plus particulièrement la construction aéronautique et spatiale (-27 %), qui touche durement le bassin nazairien.** Le quasi-arrêt du transport aérien mondial en 2020 a provoqué des pertes de chiffres d'affaires de plusieurs dizaines de milliards d'euros, et a forcé les industries aéronautiques à réduire leurs livraisons. Les mesures de sauvegarde de l'État (Prêts garantis par l'État, chômage partiel, aides spécifiques pour l'aéronautique) ont joué leur rôle d'amortisseur afin d'éviter à court terme des défaillances.

**Dans la construction aéronautique, 38 % des salariés étaient placés en activité partielle en septembre 2020 en France (contre 5 % dans le reste de l'industrie) et la moitié au titre de l'activité partielle de longue durée. Plusieurs centaines d'intérimaires ont été brutalement remerciés en début de crise, et le manque de perspectives du secteur risque de durer encore plusieurs mois.**

**-8,8 %**  
des chiffres d'affaires

moyen pour l'industrie régionale en 2020

Source : Banque de France

## Baisses de chiffres d'affaires en Pays de la Loire en 2020

### Évolution annuelle des chiffres d'affaire

Construction aéronautique et spatiale	-27 %
Automobile	-17 %
Construction navale	-14 %
Équipements électriques et électroniques	-13 %
Industries alimentaires	-1 %

Source : Banque de France, 2021

Par ailleurs, même si Airbus a adopté un plan sauvegarde de l'emploi, **les annonces de plans sociaux se sont multipliées au sein de la sous-traitance** en 2020 et au premier semestre 2021 (AAA, Mecachrome, Daher, Simra...). Autre poids lourd de la région nazairienne, la construction navale, et l'activité croisière en particulier, est fortement impactée.

Enfin, au sein de la branche transports, l'automobile est aussi affectée. Selon l'Insee, en 2020, les immatriculations de véhicules neufs ont chuté de 23 % en France, et de 17 % en Loire-Atlantique. Comme pour l'aéronautique, l'État lui consacre dès l'été un plan de relance sectoriel ciblé et a affecté des crédits dédiés au renouvellement du parc et à la mue des motorisations vers l'électrique. **Le premier semestre 2021 est cependant marqué par la pénurie mondiale de semi-conducteurs**, recherchés dans l'informatique, téléphonie, et dans l'industrie automobile, ce qui oblige plusieurs constructeurs à freiner leur production, voire mettre à l'arrêt leurs usines dans l'Ouest de la France (Rennes, le Mans...).

Dans les entreprises d'équipements électriques et électroniques, les pertes d'activité (-13 %) sont liées au confinement #1, accentuées par les reports ou annulations des investissements des entreprises le reste de l'année. Les industries alimentaires ont été quant à elles peu affectées, si ce n'est par une hausse des cadences, portées par une demande locale et extérieure toujours soutenue.

## BTP : une reprise teintée de tensions sur les matières premières



**Dans le bâtiment et les travaux publics en Pays de la Loire, la production recule quant à elle de -7,9 % en 2020 selon la Banque de France.** Cette baisse concerne toutes les activités, un peu plus marquée dans le second œuvre, et résulte très directement du confinement au printemps avec l'arrêt de la plupart des chantiers.

Au déconfinement de mai, les entreprises du BTP se sont mises en ordre de marche pour rattraper les retards, en modifiant parfois fortement les cadences habituelles durant la période estivale. **L'activité a donc été très dense au deuxième trimestre 2020, en particulier sur les chantiers de particuliers.**

**Dans la Métropole, l'emploi se maintient au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (+0,2 %) après de faibles diminutions d'effectifs sur les deuxième et troisième trimestres, à contre-courant des évolutions régionales.** En effet, dans le reste de la zone d'emploi de Nantes et ailleurs en région, l'emploi a largement repris des couleurs (+1,8 %). Dès le deuxième trimestre, les embauches diminuent fortement dans la métropole nantaise, et cette tendance se poursuit sur le reste de l'année (-9 % au 4<sup>ème</sup> trimestre), malgré la reprise du secteur ailleurs en France.



En fin d'année, le deuxième confinement a eu peu d'effet sur l'activité. **Selon la Chambre des métiers et de l'artisanat des Pays de la Loire, une grande majorité des artisans (62 %) juge le contexte économique « sans incidence » voire favorable pour leur activité.** Toutefois, côté travaux publics, la commande publique locale se fait attendre et risque encore de tarder à se mettre en place en 2021, notamment impactée par le bouleversement du calendrier électoral.

**Enfin, la fin de l'année 2020 et le premier semestre 2021 sont teintés de vives tensions sur les disponibilités de matériaux** (acier, cuivre, bois dont les cours s'envolent début 2021). La crise sanitaire a en effet conduit à un épuisement des stocks, une désorganisation des filières de production et de transports internationaux, et à une hausse des coûts d'acheminement. Cela impacte fortement les entreprises du BTP en France (et plus particulièrement de l'Ouest pour la filière bois). Toute demande additionnelle se traduit dès lors par un allongement des délais de livraisons des chantiers. **Les professionnels se retrouvent avec une importante réserve d'activité laissant entrevoir une année 2021 hors normes.** Le BTP figure en outre au premier rang des secteurs bénéficiaires du plan de relance (infrastructures, rénovation...) ce qui présage un cycle haussier d'activité dans les prochaines années.

## COMMERCE ET SERVICES PRÉSENTIELS : essentiels ou superflus, le casse-tête des autorisations d'ouverture



Le maintien durable des contraintes réglementaires, confinements, couvre-feu et fermetures administratives au gré de l'année (selon les surfaces des points de vente ou leur typologie) ont fortement impacté le quotidien des entreprises et les habitudes de consommation des Français. **Lors du premier confinement, seulement 1/3 des commerces physiques ont été autorisés à rester ouverts sur la métropole nantaise\***, aussi de nombreux commerçants ont dû prendre le virage du distanciel (click and collect, livraisons...) afin d'assurer une continuité d'activité, sans forcément être au préalable bien référencés sur le web. En France, selon la fédération du e-commerce et de la vente à distance, la vente de produits en ligne a progressé de + 32 %, accélérant les défis de logistique urbaine dans les territoires.

**Selon l'Insee, le volume des ventes a néanmoins diminué de 7,3 % en 2020 en France**, en particulier dans le commerce de gros (-4,1 % sur la période janvier à septembre) qui a chuté à un niveau inférieur à celui de 2017. **Le commerce de détail se replie aussi (-2 % de volume de ventes) avec des situations**

\*Source : Auran, Quidcommerce.

**contrastées selon les segments. L'alimentaire a bénéficié en partie d'un report lié aux fermetures des restaurants.** L'équipement du foyer, l'électroménager, la quincaillerie s'en sortent mieux avec un bilan annuel positif.

En revanche, l'habillement, meubles, bijouterie essuient des pertes non compensées en fin d'année, tout comme le commerce et la réparation automobile (-9,5% en volume selon l'Insee), malgré une demande très soutenue sur le segment des cycles et particulièrement sur le marché du vélo à assistance électrique. La demande pour la réparation et l'achat de cycles a explosé en 2020, et l'approvisionnement en pièces détachées, fabriquées en majorité en Asie est sous tension. **Dans la métropole nantaise, les effectifs d'emplois salariés privés dans le commerce ont diminué de -0,4 %, soit moins que la moyenne nationale (-1 %).**

Quant à la consommation de services (coiffure, beauté bien être, blanchisserie), elle n'a par nature, pas pu être maintenue lors du premier

confinement, et a été fortement affectée le reste de l'année par les mesures administratives. **Cela se ressent plus nettement sur l'emploi, qui diminue de 1,4 % dans la métropole nantaise (-2,9 % au national), malgré les mesures de soutien de l'État et des collectivités locales.**

Enfin, ces chutes de ventes entraînent mécaniquement une hausse de l'épargne des ménages français. Ce surcroît d'épargne s'est toutefois concentré sur les catégories de la population les plus aisées (selon le Conseil d'analyse économique), celles dont la part de revenu supplémentaire affectée à la consommation est aussi la plus faible.

**Un rebond du commerce est donc attendu en 2021, estimé à +4,6 % par l'institut Xerfi, loin de compenser les pertes de 2020.**



## ■ TERTIAIRE PRODUCTIF, NUMÉRIQUE : une activité toujours soutenue

**Le numérique et ses activités de programmation, conseil, gestion d'installations ont plutôt été gagnants dans cette crise sanitaire en Pays de la Loire, leurs chiffres d'affaires a d'ailleurs progressé de 5,8 % en 2020.** Ce secteur dispose d'une plus forte adaptabilité au contexte (fonctions télétravaillables, usages et outils de travail à distance déjà déployés) et a connu une demande accrue sur certains marchés (solutions, sécurité).

Toutefois, le secteur n'échappe pas aux fortes baisses de recrutement en 2020 (-52 % en Pays de la Loire, et -30 % en Bretagne) selon l'Observatoire Régional des Compétences Numériques d'ADN Ouest. L'année aura été marquée par des processus d'embauches ralentis ou reportés au gré des annonces, et surtout par l'interruption de la forte inflation sur les salaires qui s'était installée depuis quelques mois avec la chasse effrénée aux « talents ». Le secteur n'enregistre

pas de baisse des salaires mais davantage une relative stabilité. Autre surprise, l'alternance est en hausse de 20 % en Pays de la Loire, boostée par les dispositifs incitatifs mis en place par les pouvoirs publics.

**+ 5,8 %  
des chiffres d'affaires**

pour le numérique en  
Pays de Loire en 2020

Source : Banque de France

**Dans la métropole nantaise, l'emploi progresse de 1,9 % dans le secteur information et communication** (qui comprend les métiers du numérique), soit plus de 500 emplois salariés supplémentaires par rapport à fin 2019. **En revanche, le contexte a aggravé la situation de l'édition (chiffres d'affaires -9 %) et la publicité et études de marché (chiffres d'affaires -14 %), en partie impactées en ricochet par la paralysie des secteurs du tourisme, événementiel et des loisirs.**





## TOURISME, HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION ET ÉVÉNEMENTIEL, CULTURE, LOISIRS : une année catastrophe



**Pour les activités du tourisme, de la restauration, de l'événementiel et des loisirs, l'année 2020 et une grande partie de 2021 sont dévastatrices.**

Alors que toute l'économie rebondit en mai 2020 avec le déconfinement, les activités culturelles, l'événementiel grand public comme celui d'affaire (salons professionnels, congrès etc...), spectacles, festivals, mariages restent au bord de la route. Les organisateurs se démènent pour reporter les événements et parfois composer avec les jauges d'accueil très restreintes afin d'espérer tenir quelques événements. Ces efforts sont mis à mal par les mesures de couvre-feu puis par le deuxième confinement.

**Emblématique de l'événementiel grand public, le Zénith de Nantes Métropole, fermé au premier confinement n'a toujours pas rouvert ses portes à ce jour en juin 2021. L'activité d'affaire liée aux rencontres professionnelles est aussi presque complètement à l'arrêt,** ce qui affecte grandement l'économie touristique des destinations urbaines comme Nantes. Artistes, exploitants de salles, tourneurs, organisateurs d'événements, intermittents, mais aussi médias, sociétés de locations de matériel, distributeurs de boissons, traiteurs, fleuristes, décorateurs (...), c'est un écosystème entier qui se trouve durablement privé d'activité et qui sera impacté sur plusieurs années.

Si le secteur a su également prendre le virage du digital pour les événements qui pouvaient s'y prêter, les baisses de recettes sont malgré cela colossales en 2020 et 2021. L'Unimev (Union française des métiers de l'événementiel) estime à plus de 35 milliards d'euros les pertes économiques en 2020 pour la filière événementielle et pour les acteurs du tourisme en France. **Localement, les effectifs salariés dans les activités arts, spectacles, loisirs reculent de -9,2 % au 4<sup>ème</sup> trimestre (-450 emplois salariés privés). Mais ces chiffres sous-estiment l'ampleur de l'impact de la crise sur l'emploi, le secteur comptant de nombreux indépendants.**

**L'hôtellerie, café, restauration, étroitement liés à l'économie des loisirs et du tourisme voient aussi leur activité caler. L'emploi s'y contracte de -9,2 % dans la métropole nantaise, soit 1 180 emplois salariés privés (-11 % en France).** Selon In Extenso et la CCI Nantes Saint-Nazaire, les **taux d'occupation dans l'hôtellerie ont chuté de 49 % en 2020 dans la métropole nantaise,** soit autant que le nombre de nuitées (-45 % selon les données de taxe de séjour de Nantes Métropole). **L'Aéroport Nantes Atlantique a connu une division par trois de son activité,** avec -68 % de passagers et -63 % de vols commerciaux par rapport à 2019. Les clientèles d'agrément françaises étaient présentes durant l'été et ont permis d'amortir les pertes, mais **l'absence des clientèles internationales et d'affaires plombe fortement le bilan de l'année.**



Malgré ce bilan contrasté, l'avancée de la campagne vaccinale et les indicateurs santé de suivi des contaminations sur le premier semestre 2021 laisse entrevoir des perspectives encourageantes pour l'été à venir. Dès le début d'année, le niveau de confiance des entreprises locales semble s'améliorer dans la plupart des secteurs d'activité, ainsi que l'investissement et les dynamiques de projets selon la Banque de France des Pays de la Loire, Solution&Co l'agence de développement économique de la Région des Pays de la Loire et la CCI Nantes Saint Nazaire. Le déconfinement de mai 2021 et la réouverture des restaurants, bars, établissements culturels et de loisirs apporte un souffle bienvenu pour les professionnels comme pour les habitants, après 6 mois ou plus de fermeture.

# Une dégradation de la situation des plus vulnérables sur le marché du travail

## Un afflux important de demandeurs d'emploi en 2020

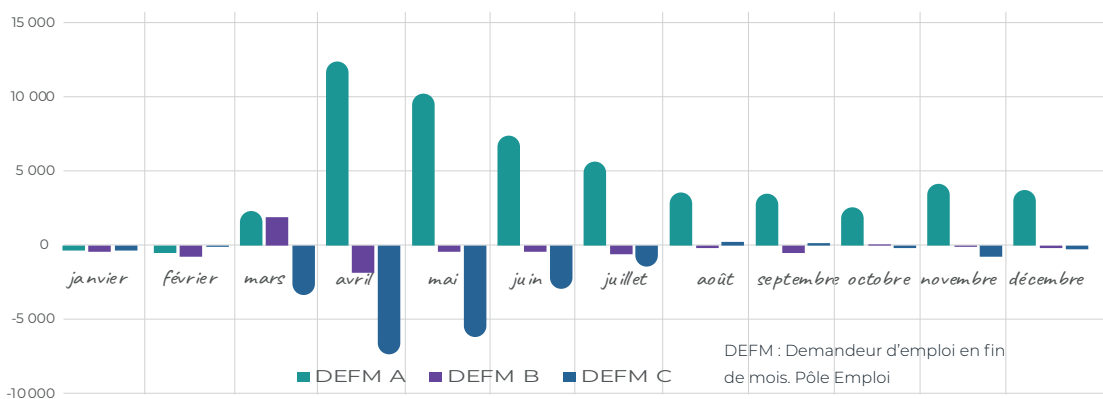
L'année 2020 est marquée par la sensible hausse du nombre d'inscrits en catégorie A, liée à l'arrêt de l'intérim et des contrats les plus flexibles. Au plus fort de la crise en avril 2020, 12 500 personnes de plus qu'en 2019 étaient inscrites en catégorie A dans la métropole nantaise, tandis que les inscrits ayant connu une activité réduite de plus de 78h (catégorie C) diminuaient sensiblement (-7 350 personnes).

Avec la reprise de l'activité mi-mai, les écarts annuels se sont réduits progressivement. En décembre 2020 sur Nantes Métropole, la hausse des inscriptions en catégorie A s'élevait à +11 % en un an, soit 3 745 inscrits de plus qu'en décembre 2019. Cette hausse concerne tous les types de publics, mais touche plus fortement les jeunes (+17 %), les demandeurs inscrits depuis un an et plus (+14,5 %) et les bénéficiaires du RSA (+22 %).

Dans les quartiers prioritaires, la hausse est moins marquée (+6 %) du fait d'un nombre déjà structurellement élevé d'inscrits. Début 2021, au mois de mars le nombre d'inscrits en catégorie A s'élève à 36 180 personnes, en hausse de 2 % par rapport à mars 2020 (qui avait déjà connu un afflux de +7 % par rapport à 2019).

Ces hausses ne se traduisent pas pour l'instant par une aggravation du taux du chômage car les confinements ont occasionné des interruptions de recherche. Dans la zone d'emploi de Nantes, le taux de chômage s'élève à 6,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, toujours nettement inférieur à la moyenne nationale (8 %), mais davantage de personnes non comptabilisées ont aussi basculé dans le halo autour du chômage. Dans ses prévisions, la Banque de France anticipe une hausse nationale frôlant les 9 % courant 2021.

Solde mensuel de DEFM entre 2019 et 2020 (effectifs) à Nantes Métropole



Sources : Pôle emploi - traitement Auran

## Hausse de la précarité et des besoins d'accompagnements des publics les plus fragiles

Les confinements et mesures assorties ont durement touché les personnes précaires mais aussi les indépendants privés de possibilité de travailler, qui ont épuisé ou qui n'ont aucun droit à l'indemnisation chômage. Cela se traduit par une hausse significative des allocataires du RSA, avec 3 200 ménages supplémentaires en 2020 en Loire-Atlantique, soit +11 % en un an. Parmi ces nouveaux entrants, les couples avec enfants et les moins de 30 ans sont majoritaires. Davantage de ménages sont néanmoins plus proches de l'emploi et donc susceptibles de sortir rapidement du dispositif.

Dans les structures d'accompagnements dédiés au jeunes (Mission locale), aux adultes (PLIE) et aux allocataires du RSA (Unités emploi) l'activité a été perturbée au premier confinement, mais au global très dense sur l'année. Plus de 10 000 jeunes ont été suivis au second semestre sur Nantes Métropole (+33 % au 4<sup>ème</sup> trimestre). Les nouvelles inscriptions sont stables par rapport à 2019 mais les sorties sont aussi plus longues du fait des recrutements moins nombreux. Les stages sont aussi plus difficiles à décrocher pour ces publics, comme pour les étudiants de l'enseignement supérieur.

# Une crise accélératrice des transitions ? Des évolutions à observer sur la durée

## NUMÉRISATION DE L'ÉCONOMIE



Autre marqueur fort de 2020, les usages professionnels liés au numérique se sont intensifiés dans les entreprises et l'administration pour s'adapter au contexte sanitaire. Zoom Vidéo Communication qui développe la fameuse

application de vidéophonie éponyme a vu son chiffre d'affaire et sa valorisation en bourse exploser de près de 400 % en quelques mois. Plus globalement, la dématérialisation progresse dans de nombreuses organisations (facturation, logistique, solutions en mode SAAS). On note aussi l'adaptation en marchant de l'enseignement à distance par l'Éducation Nationale et le décollage de la télé médecine (le nombre de téléconsultations a été multiplié par 400 lors du premier confinement selon l'Assurance-maladie).

Les usages privés du numérique se développent aussi au quotidien, avec la hausse des achats en ligne et du paiement sans contact (favorisé par l'augmentation du plafond de paiement à 50€ en mai 2020), qui installeront sans doute durablement de nouvelles habitudes de consommation.

## TÉLÉTRAVAIL

Mais pour près d'un salarié sur cinq en France, le plus gros bouleversement est incontestablement la généralisation du télétravail qui passe de fiction à réalité à marche forcée dans de nombreuses organisations. Avant la crise en France, le télétravail était intégré dans une minorité d'entreprise (seulement 5 % des entreprises ont plus de 30 % de leur effectif en télétravail régulier ou occasionnel d'après la DARES). En avril 2020, 23 % des entreprises ont plus de la moitié de leurs effectifs en télétravail, qui représentent 25 % des salariés en France. En mars 2021, cette part est toujours élevée, d'environ 20 %.

D'après le baromètre mobilité 2020 de Nantes Métropole, au mois d'octobre 30 % des actifs interrogés déclaraient télétravailler, un recours qui s'est accru avec le deuxième confinement à hauteur de 44 %. Parmi eux, 39 % des actifs ont télétravaillé 5 jours par semaine.

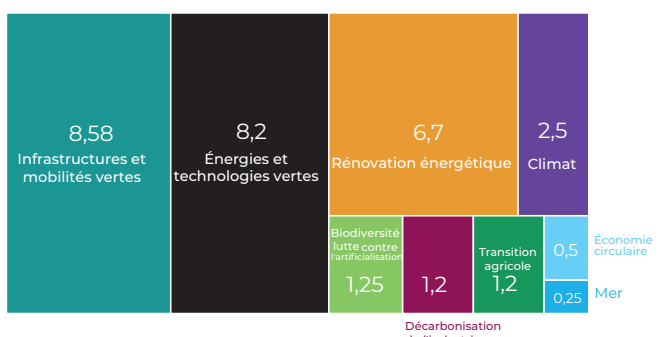


## « TRANSITION » ÉCOLOGIQUE

Enfin, la crise sanitaire et la réponse à la récession qu'elle occasionne pourraient accélérer des transitions engagées dans le « verdissement » de certaines activités (transport, industrie...), favorisées par le Plan de relance. Aussi, sur les 100 milliards d'euros annoncés (2/3 de crédits d'interventions, 1/3 de baisses d'impôts), **30 milliards d'euros sont fléchés vers l'écologie et la recherche de nouveaux modèles énergétiques (productivistes), sur des domaines divers : rénovation thermique du parc public et privé, ferroviaire, hydrogène, nucléaire, conversion du parc automobile vers du neuf et/ou électrique, décarbonation de l'industrie, économie circulaire/réemploi...**

### Plan de relance - Volet Énergie

Répartition des enveloppes budgétaires par thème (en milliards d'euros)



Sources : France relance, gouvernement, septembre 2020

**Reste à savoir ce qui ressortira en termes de mutations sectorielles sur le volet emploi-compétences.** Aujourd'hui fragilisé par la crise, le plan automobile était par exemple très attendu par le secteur, mais pourrait aussi accélérer des mutations dans les chaînes de sous-traitance, sans décourager les poursuites de délocalisations qui mettent à mal une partie des emplois de la filière depuis plusieurs dizaines d'années.

# CONCLUSIONS & ENJEUX

Voilà plus d'un an que nos vies ont été bouleversées par la pandémie. Les mesures gouvernementales ont profondément impacté nos rythmes et nos organisations personnelles et professionnelles, accélérant les tendances déjà initiées : digitalisation de l'économie, télétravail... L'intervention d'urgence de l'État pour soutenir les entreprises et l'emploi se voulait temporaire et s'est finalement trouvée prolongée plus d'un an plus tard. Encore à ce jour, elle place l'économie sous oxygène et brouille la lecture des difficultés réelles des entreprises. Le Tribunal de commerce de Nantes enregistre une année record, avec un repli de 42 % de procédures collectives en 2020.

Mais combien de temps l'ajustement des effectifs et les défaillances peuvent-elles être ainsi différées ? L'activité s'est maintenue sur le second semestre et le début d'année 2021. Elle a même été freinée par de nombreuses tensions d'approvisionnement en matières premières. Cependant, le retrait progressif des aides risque de dévoiler au grand jour les difficultés et restructurations pour l'instant contenues. Il est aussi probable que le marché du travail reste tendu dans les prochains mois, les opportunités d'emplois s'étant raréfiées pour un nombre de demandeurs en hausse. Et le second volet de la réforme de l'assurance chômage qui doit entrer en vigueur en juillet fragilisera un peu plus les exclus de la relance et globalement toutes personnes aux parcours fragmentés. Cette crise frappe inégalement les actifs, dont une partie a été durablement privée de travail jusqu'au déconfinement de mai 2021. Santé mentale et moral ont été mis à rude épreuve, et le retour à la normale, à la faveur de la campagne vaccinale, est très attendu.

Malgré cela, la région nantaise ne manque pas de ressources pour affronter ces défis. Comme lors de la précédente crise, le socle diversifié d'activités, l'attractivité et la qualité de vie reconnue du territoire, la force des réseaux présents et la qualité de la main d'œuvre locale sont assurément des atouts de résilience. Même si le niveau des recrutements reste inférieur à celui d'avant choc, les indicateurs les plus récents indiquent une remontée des intentions d'embauches pour 2021 et des perspectives plus optimistes. Enfin, les tensions sur certains métiers sont toujours à l'œuvre sur notre territoire, signe que des opportunités restent à saisir pour les demandeurs d'emploi, mais aussi que l'attractivité des postes et la responsabilité sociétale des entreprises sont des sujets à travailler plus fortement. Ces sujets constituent donc autant de pistes d'approfondissements et d'analyses à suivre dans les prochains mois.

Retrouvez cette publication et sa méthodologie sur le site internet de l'Auran : [auran.org/publications](http://auran.org/publications)

Auran – mai 2021 synthèse #68 « **A la recherche des mobilités perdues !** »

Banque de France – Tendances régionales février 2021 « **bilan 2020 et perspectives 2021** »

CCI Nantes Saint Nazaire janvier 2021 « **Les conséquences économiques de la crise sanitaire** »

CMAR – janvier 2021 « **Note de conjoncture de l'artisanat en Pays de la Loire 2eme semestre 2020** »

CRESS – novembre 2020 « **La situation de l'emploi ESS en Pays de la Loire en juin 2020** »

DARES - Focus N°20- mai 2021 « **Coup d'arrêt de l'emploi dans l'aéronautique et le spatial en 2020** »

DREETS – octobre 2020 « **Crise COVID 19 : l'activité partielle en avril 2020 en Pays de la Loire** »

France Stratégie – Note d'analyse n°100 avril 2021 « **L'emploi en 2020 : géographie d'une crise** »

INSEE – Conjoncture Pays de la Loire n°33 - avril 2021 « **L'emploi progresse encore, la perte d'activité se réduit** »

INSEE – Première n°1844 – mars 2021 - « **L'emploi résiste, le halo autour du chômage augmente** »

INSEE – Rapport décembre 2020 « **La situation du commerce Tendances 2020** »

ORCI – octobre 2020 « **Besoins en recrutement de l'industrie mécanique matériaux en Pays de la Loire** »

ORCN – mars 2021 « **Numérique : la crise sanitaire change la donne dans l'Ouest** »

Pôle emploi – mai 2021 « **Besoins en main d'œuvre** »

Xerfi Previsis - n°262 – avril 2021 « **Conjoncture et prévisions pour l'entreprise face à la crise** »

[www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/](http://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/)

[www.resilience-paysdelaloire.fr](http://www.resilience-paysdelaloire.fr)

Dossier piloté par Mathilde Loget (Cheffe de projet) avec l'appui de l'équipe de l'Auran

Pour aller plus loin